

# Dossier de candidature à l'inscription sur la liste des Administrateurs AD'HOC

(personne physique)

## Constitution du dossier

Vous trouverez ci-joint la trame du dossier de candidature à l'inscription qui doit être scrupuleusement respectée.

Nous appelons votre attention sur le fait que la responsabilité de la constitution du dossier vous incombe.

## Envoi ou dépôt du dossier

Votre dossier complet doit être envoyé ou déposé **avant le 1<sup>er</sup> mars** auprès du Procureur de la République près le Tribunal judiciaire dans le ressort de votre lieu de résidence ou du siège social de la personne morale. Passé ce délai, les dossiers ne seront pas instruits et les demandes seront rejetées.

Vous trouverez ci-dessous mentionnées les adresses des différents parquets du ressort et votre enveloppe devra être libellée de la façon suivante :

Monsieur le procureur de la République  
Service de la liste des administrateurs ad hoc  
Tribunal judiciaire de ...

- Tribunal judiciaire de Bayonne : 17 avenue de la Légion Tchèque – 64100 Bayonne
- Tribunal judiciaire de Dax : Rue des fusillés – 40100 Dax
- Tribunal judiciaire de Mont-de-Marsan : 249 avenue du Colonel Rozanoff – 40000 Mont-de-Marsan
- Tribunal judiciaire de Pau : Place de la Libération – 64034 PAU Cédex
- Tribunal judiciaire de Tarbes : 6 bis rue Maréchal Foch – 65000 Tarbes

## Conditions d'inscription

### Pour les personnes physiques (art. R53-1 du code de procédure pénale)

Une personne physique ne peut être inscrite sur la liste que si elle réunit les conditions suivantes :

- 1° Etre âgée de trente ans au moins et de soixante-dix ans au plus ;
- 2° S'être signalée depuis un temps suffisant par l'intérêt qu'elle porte aux questions de l'enfance et par sa compétence ;
- 3° Avoir sa résidence dans le ressort de la cour d'appel ;
- 4° N'avoir pas été l'auteur de faits ayant donné lieu à condamnation pénale ou à sanction disciplinaire ou administrative pour agissements contraires à l'honneur, à la probité et aux bonnes mœurs ;
- 5° N'avoir pas été frappée de faillite personnelle ou d'une autre sanction en application du titre VI de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises.

## Liste des pièces à produire

### Pour les personnes physiques

- Lettre de candidature et de motivation du candidat
- Extrait d'acte de naissance ou photocopie de la carte nationale d'identité ou du passeport en cours de validité et, éventuellement photocopie du titre de séjour
- Justificatif de domicile (quittance de loyer, d'électricité ou de gaz par exemple) qui doit se situer dans le ressort de la cour d'appel
- Curriculum vitae
- Eventuellement justificatif de l'inscription antérieure
- Photocopie des diplômes et titres universitaires obtenus et, le cas échéant, leur traduction s'ils ont été délivrés par des institutions étrangères
- Justificatifs démontrant un intérêt particulier et ancien porté aux questions de l'enfance ainsi qu'une certaine compétence en la matière avec des connaissances juridiques et psychologiques (contrat de travail, certificat de travail, attestations, certificat de participation à une session de formation ou un stage, diplômes, etc.)
- Attestation du candidat qu'il n'a pas été l'auteur de faits ayant donné lieu à condamnation pénale ou à sanction disciplinaire ou administrative pour agissement contraire à l'honneur, à la probité et aux bonnes mœurs et qu'il n'a pas été frappé de faillite personnelle ou d'une autre sanction en application du titre VI de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative aux redressements et à la liquidation judiciaire des entreprises (déclaration sur l'honneur jointe).
- En cas de réinscription, rapports de fin de mission prévus par l'article R 53-8 du code de procédure pénale et tout élément d'information utile sur les obligations qui lui incombait.



**MINISTÈRE  
DE LA JUSTICE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



**DEMANDE D'INSCRIPTION OU DE REINSCRIPTION  
SUR LA LISTE DES ADMINISTRATEURS AD HOC**

**\*\*\***

**PERSONNE PHYSIQUE**

Articles R53 à R53-8 du code de procédure pénale

Articles L343-2 et R343-2 du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile

**Liste sur laquelle vous souhaitez être inscrit :**

- **Mineurs victimes ou pour lesquels il y a une opposition d'intérêts :**  
 OUI       NON
  
- **Mineurs isolés étrangers :**  
 OUI       NON
  
- **Sur les deux listes :**  
 OUI       NON

**Première demande :**       OUI       NON

ou

**Réinscription :**       OUI       NON

- antérieurement inscrit sur la liste de la cour d'appel de PAU       OUI       NON

Si oui, précisez la date d'inscription :

Le cas échéant la date du retrait ou de la radiation (joindre une copie de la décision) :

- antérieurement inscrit sur la liste d'une autre cour d'appel       OUI       NON

Si oui, précisez la date d'inscription :

Le cas échéant la date du retrait ou de la radiation (joindre une copie de la décision) :

## A) IDENTITE DU CANDIDAT

Nom de naissance :

Nom marital :

Prénoms :

Date de naissance :

Lieu de naissance :

Département ou pays :

Nationalité :

Situation de famille :  célibataire  marié  pacsé

Nom du conjoint :

Profession du conjoint :

Photo  
d'identité

✓ Joindre copie du livret de famille, de la carte nationale d'identité ou du passeport et, le cas échéant, du titre de séjour

## B) ADRESSE DU CANDIDAT

### Lieu d'exercice de l'activité d'administrateur ad hoc

Adresse :

Numéro de téléphone :

Numéro de portable :

Numéro de fax :

Adresse e-mail :

### Domicile personnel

Adresse :

Numéro de téléphone :

✓ Joindre une attestation de domicile

## MERCI DE REMPLIR LES MENTIONS SUIVANTES QUI FIGURERONT SUR LA LISTE DES ADMINISTRATEURS AD'HOC EN CAS D'INSCRIPTION

Nom :

Prénoms :

Lieu d'exercice de l'activité d'administrateur ad'hoc (Adresse) :

Numéro de téléphone :

Numéro de portable :

Numéro de fax :

Adresse e-mail :

## C) LES DIPLOMES, TITRES UNIVERSITAIRES OBTENUS

✓ Joindre la photocopie des diplômes, leur équivalence et, le cas échéant, leur traduction s'ils ont été délivrés par des institutions étrangères

Les langues étrangères parlées - langue des signes :

- 
- 
- 
- 

Permis de conduire :  OUI  NON

✓ **Si OUI, joindre la copie du permis de conduire**

#### **D) ACTIVITE PROFESSIONNELLE ACTUELLE ET PRINCIPALE ET AUTRES ACTIVITES EXERCEES PAR LE CANDIDAT**

(Ex: enseignement, activités de formation, mandat associatif, etc.)

✓ **Joindre un curriculum vitae**

✓ **Détailler les activités en mettant en évidence le lien avec l'inscription sur la liste des administrateurs ad hoc et l'ancienneté de l'intérêt porté aux questions de l'enfance**

#### **E) EXPERIENCE D'ADMINISTRATEUR AD HOC**

Nombre de désignations en qualité d'administrateur ad hoc

- pour son compte personnel :
- pour le compte d'une association :

✓ **REEMPLIR L'IMPRIME "Etat des désignations en qualité d'administrateur ad hoc"**

(Bien vouloir préciser la nature de la juridiction et compléter la liste des affaires en indiquant la date de la mission, le nom du magistrat mandant et le numéro d'identification de la procédure)

## **DECLARATION SUR L'HONNEUR**

Je soussigné(e) ..... (nom-prénom-qualité)  
atteste sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus mentionnés et m'engage à  
porter à la connaissance du procureur général de la cour d'appel de PAU (experts.ca-  
pau@justice.fr) toute modification susceptible d'intervenir dans ma situation :

En outre,

J'affirme n'avoir été ni l'auteur de faits contraires à l'honneur, à la probité ou aux bonnes  
moeurs, ni l'auteur de faits de même nature ayant donné lieu à une sanction disciplinaire ou  
administrative de destitution, de radiation, révocation, de retrait d'agrément ou d'autorisation,

J'affirme ne pas avoir été frappé de faillite personnelle ou d'une autre sanction en application  
du titre V du livre VI du code de commerce relative au redressement et à la liquidation des  
entreprises,

J'affirme remplir les conditions d'inscription telles qu'elles sont définies à l'article R53-1 du  
code de procédure pénale,

Et m'engage à répondre aux sollicitations des juridictions, à accomplir ma mission  
d'administrateur ad hoc avec diligence et à réaliser moi-même les mandats qui me seront  
confiés.

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Signature  
(Nom, prénom et qualité)



**MINISTÈRE  
DE LA JUSTICE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



## Etat détaillé des missions d'administrateurs ad hoc confiées

Juridiction et magistrat mandant	N° de répertoire	Date de la décision	Echéance	Date du rapport de fin de mission	Observations

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Signature  
(Nom, prénom et qualité)